



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service Prévention des Risques et Protection
Affaire suivie par : Sylvie HACHE
Téléphone : 04-88-17-88-86
Télécopie : 04-88-17-88-89
Courriel : sylvie.hache@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 07 FEV. 2014

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

n° 2014-028-0002

de la société EURENCO située à SORGUES (84700) de respecter
l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2009

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

- VU le code de l'Environnement, notamment son article L. 171-8,
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU le décret n° 83-1025 du 23 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,
- VU le décret du 1er août 2012 portant nomination du Préfet de Vaucluse,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013137-0008 du 17 mai 2013, donnant délégation de signature à Madame Martine CLAVEL, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse,
- VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1994 portant autorisation d'exploitation des installations de la SINPE à SORGUES modifié par arrêtés préfectoraux des 7 août 1997, 19 janvier 2001, 28 mars 2002, 14 avril 2003, 24 mai 2004, 13 octobre 2004, 11 avril 2005, 12 décembre 2005, 5 décembre 2006, 24 janvier 2013, 5 août 2013 et 14 août 2013, et les arrêtés pris pour leur application ;
- VU l'arrêté préfectoral n° SI-2009-06-12-0020-PREF du 12 juin 2009 donnant acte de l'étude de dangers et portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation des installations de la société EURENCO France à SORGUES ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 janvier 2014 ;

CONSIDÉRANT que l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2009 prescrivait la mise à jour de l'étude des dangers avant le 31 décembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que cette étude n'a pas été mise à jour ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a fait savoir à l'administration, le 13 décembre 2013, qu'il ne pourrait produire la mise à jour de l'étude de dangers à la date fixée par l'article 1 de l'arrêté

préfectoral du 12 juin 2009 :

SUR PROPOSITION de Madame la directrice départementale de la protection des populations de
Vaucluse

APRÈS communication du rapport de l'inspection des installations classées du 15 janvier 2014 à
l'exploitant par courrier du 15 janvier 2014,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La Société EURENCO, sise 1928 route d'Avignon à SORGUES, est mise en demeure de mettre à
jour son étude des dangers avant le 28 février 2014.

ARTICLE 2 :

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales
encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du
code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Un recours peut être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux
articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux
installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au
présent arrêté.

ARTICLE 4 :

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des
populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et
du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés,
chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

pour le Préfet,
la Secrétaire Générale



Martine CLAVEL

ANNEXE

Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L.512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II.-Supprimé

III. -Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

